

## Les élections fédérales du 24 septembre 2017

### Bilans, analyses, perspectives

Un dossier dirigé par Hans Stark et Jérôme Vaillant



### À la recherche d'un gouvernement stable

En soi, la situation au lendemain des élections fédérales du 24 septembre 2017 n'est pas fondamentalement différente de celle de 2013, elle est seulement plus complexe, plus difficile voire plus dramatique. Des médias l'ont qualifiée de « pire crise de l'histoire allemande d'après-guerre ». À propos des élections de 2013 nous écrivions, il y a quatre ans, qu'elles avaient créé une situation inédite<sup>1</sup> dans la mesure où elles n'avaient pas donné à la chancelière sortante de majorité parlementaire, qu'il lui fallait donc en trouver une pour constituer un gouvernement stable et durable. En 2013, A. Merkel avait perdu le partenaire libéral avec lequel elle avait gouverné depuis 2009 : le FDP avait perdu près de 10 points de pourcentage et était passé en dessous de la barre des 5 %, il n'était donc plus représenté au Bundestag. À Angela Merkel, restée chancelière à titre intérimaire, la seule alternative qui se proposait était une grande coalition avec le SPD qui, pendant la campagne électorale, s'était prononcé contre cette solution pratiquée auparavant à deux reprises, en 1966-69 et plus récemment de 2005 à 2009. Les négociations entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates avaient été longues et difficiles, elles n'avaient abouti

à la signature d'un contrat de coalition que le 27 novembre 2013. Vu les réticences formulées au sein du SPD, une consultation des 475 000 adhérents du parti avait été mise en place, c'était finalement le sens des responsabilités qui l'avait emporté : 76 % des adhérents s'étaient exprimés à la mi-décembre en faveur de la grande coalition. A. Merkel avait été élue chancelière le 17 décembre 2013, à la tête de la troisième grande coalition de l'histoire de l'Allemagne depuis 1949. Il avait fallu près de trois mois pour faire aboutir un projet politique auquel le SPD avait finalement adhéré au nom du sens de l'État, de son sens des responsabilités et d'un usage politique déduit de la constitution, qui veut que les partis représentés au Bundestag trouvent entre eux les solutions aux crises.

Aujourd'hui, à la suite des élections du 24 septembre 2017, la situation apparaît plus grave d'autant que les pourparlers en vue de constituer une coalition aux couleurs de la Jamaïque associant aux chrétiens-démocrates (noir), le FDP (jaune) et les Verts (vert) ont échoué et que la seule alternative possible est la formation d'une nouvelle grande coalition à laquelle le SPD et son nouveau président Martin Schulz ont opposé dès le soir des élections une fin de non-recevoir que, de plus, ils ont renouvelée au moment de la rupture par le FDP des pourparlers sur une coalition

1. Voir éditorial introduisant le dossier sur les élections de 2013 sous le titre : « Victoire en demi-teinte des chrétiens-démocrates aux élections fédérales du 22 septembre 2013 », p. 3-7, AA N° 206 (octobre-décembre 2013).

« jamais » ». À l'initiative du FDP. La perspective que des pourparlers entre chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates puissent aboutir est reportée au début de l'année 2018. Mais au moment où nous écrivons ces lignes, rien n'indique de façon vérifiable que cette solution aboutisse, d'autres sont mises sur la table avec plus ou moins de conviction : un gouvernement chrétien-démocrate minoritaire et, ultime recours, des élections anticipées. Cette situation est le produit des résultats des élections du 24 septembre mais aussi de leur interprétation par les partis politiques et des perspectives que celles-ci ont ouvertes ou non pour eux. Ces résultats font apparaître les plus grandes difficultés qu'il y a à faire émerger une majorité parlementaire évidente, non contrainte dans un système de partis dont le nombre est passé au cours des décennies de trois à quatre, puis à cinq et aujourd'hui à six avec le retour du FDP et l'entrée de l'AFD au Bundestag.

### **Les grandes tendances du scrutin du 24 septembre 2017**

Sur la base d'une participation en augmentation, 76,2 % (+ 4,6 points), qui a conduit aux urnes 46,9 millions de votants, **les partis de la grande coalition sortante sont les grands perdants du scrutin** : - 8,6 points de pourcentage pour les chrétiens-démocrates et - 5,2 points pour les sociaux-démocrates, soit une baisse totale de 13,8 points par rapport à 2013. Pour les deux partis, la baisse est historique, celle de la CSU, en Bavière, particulièrement forte : avec 38,8 % des voix, celle-ci perd 10,5 points de pourcentage, ce qui est perçu en Bavière où auront lieu, à l'automne 2018, des élections régionales, comme une véritable catastrophe. Le total cumulé des voix de la CDU/CSU et du SPD est passé de plus de 80 % en 1987 à 53,4 % en 2017 : une baisse constante en trente années, avec un sursaut en 2013 (67,2 %). Pour expliquer la défaite de la CDU/CSU, *Die Tagesschau* relevait dès le soir des élections que les électeurs nommaient dans l'ordre trois causes principales : l'accroissement des inégalités

sociales en Allemagne, la politique migratoire conduite par A. Merkel et l'usure du pouvoir (« 12 ans, c'est assez ! »). Les électeurs chrétiens-démocrates ajoutaient pour leur part que les querelles entre CDU et CSU avaient affaibli la position de la chancelière et que les deux partis dits frères étaient de moins en moins proches l'un de l'autre. Pour expliquer celle du SPD, *Die Tagesschau* notait que les électeurs avaient trouvé flou le message du parti sur l'équité sociale, qu'il lui avait manqué un programme convaincant sur un grand thème et qu'il ne s'engageait plus assez pour les plus faibles. En même temps l'ensemble des électeurs reconnaissent à la CDU/CSU les plus grandes compétences dans les domaines de la politique économique, de la lutte contre le terrorisme et la criminalité ainsi qu'en matière de politique étrangère. Les compétences du SPD les mieux perçues concernaient la seule politique salariale. Toutefois le SPD restait globalement mieux placé que la CDU/CSU et que *Die Linke* pour la défense de l'équité sociale.<sup>2</sup>

Les médias ont insisté sur la défaite personnelle que le résultat du SPD représentait pour Martin Schulz, chargé, depuis son élection à la présidence du SPD et sa désignation comme candidat à la chancellerie, de tous les espoirs de rédemption de sa base. Il a fait nettement moins bien que Peer Steinbrück quatre ans auparavant : celui-ci avait malgré tout hissé le SPD à 25,7 % des voix (+ 2,7 points) sans pouvoir, toutefois, sérieusement concurrencer une CDU/CSU qui augmentait alors de 7,7 points et rassemblait 41,5 % des suffrages.

La défaite de la chancelière a été tempérée par le fait que les chrétiens-démocrates restaient le premier groupe au Bundestag et pouvaient revendiquer pour soi, en l'absence de toute autre coalition

2. Sur les motivations des électeurs pour l'ensemble des partis, voir les sondages effectués par le magazine politique de *Die Tagesschau* de la première chaîne de télévision allemande (ARD) <https://wahl.tagesschau.de/wahlen/2017-09-24-BT-DE/umfrage-cdu.shtml>.

majoritaire, de former le gouvernement.<sup>3</sup> Du moins d'essayer.

L'autre fait majeur de ces élections, c'était **l'entrée de l'Alternative pour l'Allemagne au Bundestag** qui a plus frappé les médias et opinions à l'étranger – qui l'interprétaient comme un succès de l'extrême droite – qu'en Allemagne même, où son entrée était attendue, même si la très grande majorité des Allemands avait espéré que son score serait moindre (voir sur l'AfD l'analyse éclairante et nuancée de Michèle Weinachter). Le nombre obtenu de 94 députés sur un total de 709 a particulièrement retenu l'attention, sans que l'on ait perçu que ce chiffre était « gonflé » comme le nombre total des députés par la modification du mode d'attribution des sièges, imposée par le Tribunal fédéral constitutionnel : pour 299 circonscriptions soit un minimum de 598 sièges, le Bundestag comprenait seulement 631 sièges en 2013 et 622 en 2009.<sup>4</sup> Les questions que pose l'entrée de

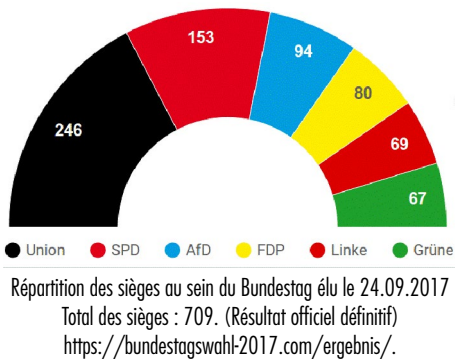
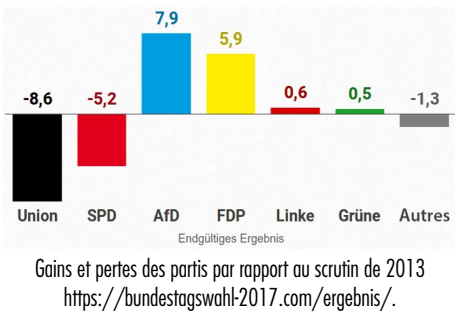
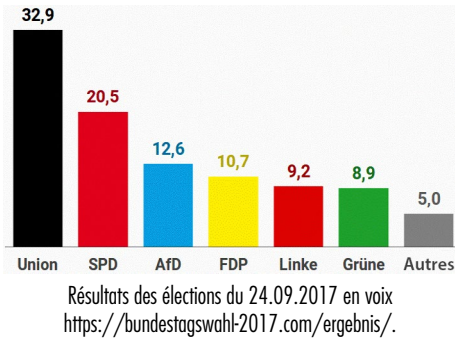
l'AfD au Bundestag sont multiples : s'agit-il d'un parti d'abord de protestation ou est-il susceptible d'être pérennisé par des flux migratoires sans doute aujourd'hui mieux contrôlés mais appelés à se maintenir ? Son intégration dans le jeu parlementaire le disciplinera-t-elle ou se positionnera-t-il au contraire toujours plus à droite de la droite, y compris en dehors du parlement ? Selon les sondages effectués par *Die Tageschau*, 61 % des électeurs de l'AfD l'ont choisie par déception et 31 % seulement par conviction. 42 % se déclaraient « plutôt défavorisés en comparaison des autres en Allemagne. »<sup>5</sup>

Troisième caractéristique de ce scrutin : **la rentrée du FDP**. Son effondrement de 2013, par la perte de presque 10 points de pourcentage, l'avait exclu du Bundestag, son avenir était depuis jugé incertain même s'il apparaissait invraisemblable que le libéralisme politique puisse disparaître de la scène politique allemande (voir sur l'histoire et les évolutions récentes du FDP

sorte de trop (Überhangmandate), sont alors compensés par des mandats complémentaires pour les autres partis afin de rétablir l'équilibre global entre les partis. Mais l'application de cette règle n'est effective au niveau des listes régionales présentées par les partis que depuis quelques années. À cela s'ajoute le fait que le Tribunal fédéral constitutionnel veille à ce que chaque voix d'électeur ait le même poids et qu'un nombre de voix inférieur (« negatives Stimmengewicht ») n'entraîne pas, par exemple, un nombre proportionnellement supérieur de mandats d'un Land à l'autre. À vouloir trop bien faire, l'Allemagne donne dans l'absurde et augmente le nombre des députés alors que le Bundestag souhaiterait en réduire le nombre jugé pléthorique. Son président sortant, Norbert Lammert, voulait y remédier mais il n'a pas réussi à mettre les partis d'accord sur une nouvelle réforme de la loi électorale provoquée par l'arrêt de 2012 du Tribunal fédéral constitutionnel qui a conduit au vote de la loi électorale de 2013. Dans le Bundestag de 2017, la CDU dispose de 36 mandats supplémentaires, la CSU de 7, le SPD de 22, le FDP de 15, les Verts de 10, l'AfD de 11 et *Die Linke* de 10. Voir <https://www.bundestag.de/bundestagswahl2017/ausgleichsmandat-inhalt/515182> et <http://www.spiegel.de/politik/deutschland/bundestag-was-sind-ueberhangmandate-und-ausgleichsmandate-a-1169792.html>.

5. Sources : <https://wahl.tagesschau.de/wahlen/2017-09-24-BT-DE/umfrage-aktuellethemen.shtml>.

3. Contrairement à qui est dit fréquemment en France, le fait d'être le groupe parlementaire le plus fort n'attribue pas automatiquement en Allemagne à un parti la mission de former le gouvernement. La Loi fondamentale, dans son article 63, se contente de stipuler que le président fédéral propose aux députés du Bundestag une personne pour l'élection du chancelier. Le président propose la personne qui, d'après les résultats des élections et les déclarations des partis, a effectivement réuni une majorité parlementaire potentielle pour se faire élire soit par un seul groupe parlementaire soit plus généralement par une coalition de partis. Ainsi en 1976, alors que la CDU/CSU était ressortie des élections premier groupe parlementaire avec 48,6 % des voix, Helmut Kohl avait en vain demandé au président fédéral d'être investi à ce titre de la formation d'un gouvernement. Le président fédéral, alors Walter Scheel (issu du FDP), avait proposé Helmut Schmidt qui avait le soutien déclaré de la majorité constituée par la coalition du SPD (42,6 %) et du FDP (7,9 %). Cf. <https://www.bundeswahlleiter.de/bundestagswahlen/1976.html>.
4. La différence tient au nombre de sièges qu'un parti obtient quand il a obtenu dans un Land plus de mandats directs dans les circonscriptions (au titre de la « première voix ») qu'il ne devrait en obtenir au vu du nombre de sièges que lui attribue le pourcentage de voix obtenues au titre de la « seconde voix ». Ces mandats, en quelque



l'article d'Henri Ménudier). Il croît en 2017 de près de 6 points et dépasse les 10 % des suffrages. Son rétablissement ne le place pourtant qu'en quatrième position derrière l'AfD. Son rétablissement était devenu plausible après son succès en Rhénanie du Nord – Westphalie lors des élections régionales de mai 2017 (12,6 % des voix, + 4 points), et son entrée dans un gouvernement de coalition avec les chrétiens-démocrates succédant à la coalition SPD-Verts dirigée par Hannelore

Kraft.<sup>6</sup> Sa remontée est largement due à l'action de son président fédéral, Christian Lindner, et de son vice-président, Wolfgang Kubicki, mais le premier voyait le FDP plutôt continuer de progresser dans l'opposition au niveau fédéral que dans la participation à une coalition gouvernementale, ce qui explique sans doute largement la rupture des pourparlers sur la formation d'une coalition avec les chrétiens-démocrates et les Verts.

Une dernière caractéristique de ces élections est **la stagnation des Verts** (+ 0,5 point) **et de Die Linke** (+ 0,6 point), les deux partis tournant autour de 9 % (sur *Die Linke*, voir l'article de Bérénice Zunino). Les deux partis ont en commun d'avoir deux grandes composantes que l'on pourrait sommairement qualifier de fondamentaliste et de pragmatique, les Verts risquant en particulier la scission à l'épreuve du pouvoir au niveau fédéral dans le cadre d'une coalition avec les chrétiens-démocrates et les libéraux. L'échec des pourparlers sur une coalition aux couleurs de la Jamaïque leur a épargné cette épreuve : les deux tendances n'ont pas eu à se déchirer lors du congrès qui s'est réuni à Berlin le 25 novembre et dont la tâche aurait dû être d'évaluer la faisabilité d'une telle coalition. C'est une sorte de sérénité désenchantée qui l'a emporté lors de ce congrès, toutes tendances confondues reportant la responsabilité de la rupture sur les Libéraux quand ceux-ci l'expliquaient par l'impossibilité de s'entendre avec un parti vert trop exigeant, trop favorisé par la chancelière et ne permettant pas de ce fait de « bien gouverner ». Tel est le fond du conflit. Les deux partis ont également perdu leur force de protestation au profit de l'AfD. C'est en particulier le cas pour *Die Linke* dans les nouveaux Länder où les accents populistes d'une Sahra Wagenknecht contre la politique migratoire

6. Sur les élections régionales qui ont précédé en 2017 les élections fédérales, voir l'éditorial du N° 220 AA (II-2017) p. 3-7, *Victoires des chrétiens-démocrates aux élections régionales allemandes. La fin de l'« effet Schulz » ?* et <https://bundestagswahl-2017.com/landtagswahlen/>.

de la chancelière ne lui ont pas permis de s'imposer contre l'AfD. Pour l'ensemble de l'Allemagne, seuls 25 % des électeurs de *Die Linke* se déclaraient défavorisés par rapport aux autres en Allemagne contre 42 % des électeurs de l'AfD<sup>7</sup>. Quant aux Verts, ils sont aujourd'hui comptabilisés parmi les partis de l'establishment et ont manqué d'un tandem convaincant pour mener la bataille électorale. Au moins, leurs électeurs votent-ils à 73 % par conviction et seulement à 21 % en raison de la déception qu'ils ressentent face aux autres partis. Reste le problème que la seule compétence reconnue aux Verts est celle de la défense de l'environnement. Leur entrée dans une coalition gouvernementale aux couleurs de la Jamaïque était de ce fait perçue par les électeurs comme la confirmation d'une évolution qui les rendait aussi bien acceptables dans un gouvernement de gauche que dans un gouvernement de droite.<sup>8</sup> Une base programmatique limitée associée à un sens de la Realpolitik par opportunisme peut expliquer leur stagnation dans l'électorat. La base militante reste, elle, autrement plus divisée sur les options à prendre.

### **L'échec d'une coalition aux couleurs de la Jamaïque et la recherche d'une sortie de la crise**

L'échec de ce qui apparaissait à certains comme une expérience intéressante qui méritait d'être tentée en raison de ce qu'elle pouvait apporter de renouvellement de la politique, de ses pratiques et de ses objectifs pose deux questions : dans quelle mesure est-ce un échec de la chancelière et dans quelle autre mesure cet échec remet-il en cause les certitudes que l'on pouvait avoir en Allemagne sur la capacité du système politique à gérer les crises.

C'est, à n'en pas douter, un échec de la chancelière qui, tant qu'elle n'avait pas

la possibilité de s'entendre avec le SPD, semblait condamnée, pour survivre, à faire aboutir une coalition aux couleurs de la Jamaïque. Les élections avaient ébranlé celle que la FAZ jugeait « inébranlable »<sup>9</sup>, ce nouvel échec malmenait davantage encore son autorité en affichant son incapacité à faire s'entendre sous un seul et même toit trois formations politiques différentes, quatre si l'on fait intervenir les divergences entre CDU et CSU malgré le maintien de la formation d'un seul et même groupe parlementaire au Bundestag. Aussi bien a-t-on perçu la rupture des négociations par le FDP comme une attaque personnelle contre la chancelière, soutenue par ceux et celles qui, au sein du parti chrétien-démocrate, estiment que celle-ci a trop « social-démocratisé » son parti et a baissé sa garde sur sa droite, favorisant ainsi l'émergence de l'AfD.

Mais il n'est pas moins patent que faire s'accorder trois formations au sein d'une même coalition gouvernementale est structurellement plus difficile que de le faire avec deux et ce d'autant plus que les deux formations appelées en soutien sont plus petites et de ce fait plus susceptibles d'avoir des réactions de dépit quand l'autre semble l'emporter et de recourir au chantage pour s'imposer. C'est dire que l'autorité d'un chancelier à la tête d'une coalition est inversement proportionnelle au nombre des partis qui constituent cette coalition. Depuis que les gouvernements s'appuient à Bonn ou à Berlin sur des coalitions – et c'est la règle depuis 1949, à l'exception du seul gouvernement Adenauer de 1957-1961 –, on sait bien en Allemagne, que malgré l'autorité – certaine – que lui confère la constitution, le chancelier est devenu un « modérateur » obligé de concilier les forces plus ou moins divergentes et plus ou moins centripètes de la coalition qu'il dirige.<sup>10</sup>

7. Source : <https://wahl.tagesschau.de/wahlen/2017-09-24-BT-DE/umfrage-aktuellethemen.shtml>.

8. Source : <https://wahl.tagesschau.de/wahlen/2017-09-24-BT-DE/umfrage-aktuellethemen.shtml>.

9. Cf. *FAZ-Woche* d'août *Deutschland einig Merkel!* avec son article principal : *Die Unerschütterliche*. Cf. également <https://theconversation.com/angela-merkel-l-inebranlable-83088>.

10. Cf. à ce propos J. Vaillant, « Démocratie du chancelier et démocratie du compromis » in

## Les solutions pour sortir de la crise<sup>11</sup>

Alors que de nombreux commentaires ouvraient déjà l'après-Merkel, jeudi 30 novembre, le président fédéral Frank-Walter Steinmeier a longuement reçu les présidents des deux partis chrétiens-démocrates CDU et CSU, A. Merkel et H. Seehofer, et du parti social-démocrate SPD, Martin Schulz. Il souhaitait examiner avec eux comment sortir de la crise politique dans laquelle la rupture des pourparlers en vue de constituer un gouvernement de coalition CDU-CSU + FDP + Verts plongeait le pays tandis que le SPD maintenait son idée de rester dans l'opposition. Pleinement dans son rôle en pareil cas, F.-W. Steinmeier avait rappelé qu'une fois investis par les élections de la responsabilité politique, les partis ne pouvaient se dérober, qu'il leur appartenait de trouver entre eux une solution à la crise, le recours à des élections anticipées ne pouvant être que la solution ultime quand tout aurait été tenté auparavant. Le message de F.-W. Steinmeier, lui-même issu du SPD, ne pouvait être plus clair : éviter des élections anticipées<sup>12</sup> et amener chrétiens-démocrates et sociaux-démocrates à se rencontrer, à parler pour trouver ensemble la solution politique qui leur convienne le mieux pour sortir de la crise. L'entretien a porté ses fruits puisque la direction du SPD

a décidé quelques jours plus tard d'entamer des pourparlers avec les chrétiens-démocrates sans se fixer d'objectif particulier. Mais se parler était une première façon de revenir sur le non catégorique défendu jusqu'alors par le président du SPD.

Depuis la rupture provoquée par le FDP, Angela Merkel a précisé ses positions et dit ce qu'elle veut et ce qu'elle pourrait éventuellement accepter. Elle souhaite aboutir à la mise en place d'une nouvelle grande coalition avec le SPD et voudrait éviter la formation d'un gouvernement chrétien-démocrate minoritaire toléré par lui et surtout, conformément à la position du Président fédéral, éviter des élections anticipées. Un gouvernement minoritaire obligerait la chancelière à chercher pour chaque projet de loi une majorité appropriée au Bundestag et n'éviterait pas le risque, à terme, d'élections anticipées. A. Merkel cherche une solution qui lui permette d'aller jusqu'au bout de son quatrième mandat, seule façon à ses yeux de garantir la stabilité en Allemagne et de permettre au pays de jouer un rôle international : stabilité et responsabilité sont les maîtres mots de la chancelière. Mais elle aménage à l'occasion ses attentes, n'étant pas en mesure d'imposer son point de vue à un parti social-démocrate qui joue la réticence et multiplie les hypothèses de travail. Ainsi, à ses yeux, un gouvernement minoritaire serait encore préférable à des élections anticipées. Mais elle ne peut pas non plus exclure complètement cette éventualité.

La situation pour le SPD reste difficile. Il y a, aux yeux de Martin Schulz et d'une partie de la direction du SPD, aujourd'hui comme hier de bonnes raisons de ne pas vouloir d'une nouvelle grande coalition : la crainte de perdre sa crédibilité en reniant les décisions prises dans le passé et celle d'être encore plus fortement défait aux élections qui suivront dans quatre ans ainsi que le souci de renforcer, au nom de la démocratie, le rôle de l'opposition au Parlement en ne laissant pas l'AfD, arrivée troisième aux élections du 24 septembre, en prendre la tête. Mais surtout, l'opposition au

---

Claire Demesmay/Hans Stark (dir.), *Qui dirige l'Allemagne ?*, Villeneuve d'Ascq (Presses universitaires du Septentrion) 2005.

11. Je renvoie volontiers à mes deux contributions <http://theconversation.com/est-on-deja-dans-lapres-merkel-87843> – <http://theconversation.com/quelle-sortie-de-crise-en-allemande-88503>.
12. La constitution n'envisage la possibilité de provoquer des élections anticipées qu'au terme d'un long et difficile parcours. Le Bundestag ne dispose pas du droit de se dissoudre lui-même, le président fédéral ne peut le dissoudre que dans deux cas de figure bien précis : 1. si le Bundestag a refusé la confiance à un chancelier en exercice – ce qu'en tant que chancelière à titre intérimaire à la demande du président fédéral depuis la constitution du nouveau Bundestag le 24 octobre dernier, A. Merkel n'est plus ; 2. si un chancelier est élu au troisième tour seulement à la majorité simple : le président fédéral peut alors nommer le ou la candidate ainsi élue ou, au contraire, s'il le juge préférable, provoquer dans les soixante jours des élections anticipées



sein du SPD à une nouvelle grande coalition est plus forte que jamais, notamment dans la frange la plus à gauche du parti et plus particulièrement chez les Jeunes socialistes qui ont engagé, au lendemain de leur congrès fédéral à Sarrebruck, fin novembre, une campagne en faveur du non sur Internet qui a recueilli en quelques jours une dizaine de milliers de signatures.<sup>13</sup> La ministre-présidente de Rhénanie-Palatinat, *Malu Dreyer*, à la tête à Mayence d'une coalition tricolore SPD-FDP-Verts, pense qu'il n'y a pas au sein du SPD de majorité favorable à une grande coalition.<sup>14</sup> Elle propose en conséquence de tolérer à Berlin un gouvernement minoritaire CDU-CSU. Quant à Sigmar Gabriel, il proposerait, à l'instar d'un tiers de l'opinion en Allemagne, de changer de chancelière à mi-parcours. Il y a eu un précédent : en 1961, le FDP avait obtenu de Konrad Adenauer qu'il cède la chancellerie au plus tard en 1963 à Ludwig Erhard.<sup>15</sup> Une première échéance sur la voie qui peut conduire à une nouvelle grande coalition aura été le congrès du parti à Berlin des 7 au 9 décembre.

Les signaux lancés par la direction du SPD, au prix certes de nombreuses contorsions, vont dans ce sens, mais il est difficile de préjuger de ce que donnerait la consultation de la base du parti si un contrat de grande coalition devait être signé au terme de négociations entre CDU/CSU et SPD qui ne pourront être que longues et difficiles – même si on se connaît depuis longtemps ! En 2013, 76 % des votants

avaient finalement voté en faveur de la formation d'une grande coalition.

Autre indice qui peut être pris en compte dans une conclusion qui ne peut être que provisoire : d'après le sondage réalisé par Forsa fin novembre, publié le 4 décembre, la CDU/CSU obtiendrait, si des élections fédérales avaient lieu « dimanche prochain » (la fameuse *Sonntagsfrage*), 34 % des voix, un léger mieux par rapport à son résultat du 24 septembre, le SPD resterait à 20 %, le FDP tomberait à 8 %, l'AFD à 10 %, *Die Linke* resterait stable à 9 % et les Verts progresseraient de plusieurs points pour atteindre 13 %. Mais un autre institut de sondage, INSA, donne 24 heures plus tard des résultats sensiblement différents : CDU/CSU : 31 % ; SPD : 22 % ; AFD : 13 % ; FDP et Verts : chacun 10 % ; *Die Linke* : 11 %.<sup>16</sup> Dans un cas comme dans l'autre, ces sondages – qui ne livrent que des instantanés de l'opinion en Allemagne – confirment que des élections anticipées ne modifieraient pas considérablement le rapport de force et ne représenteraient guère une sortie de crise convaincante. Resterait alors sur la table les deux autres solutions : grande coalition ou gouvernement minoritaire. Il n'est peut-être pas sans intérêt de savoir dans ce contexte que les élections régionales de Basse-Saxe, dont les principaux partis attendaient les résultats le 15 octobre avant d'engager des pourparlers entre eux au plan fédéral ont donné la majorité au SPD avec 36,9 % des voix contre 33,6 % à la CDU. Cela a donné peu de temps après, dans la plus grande discrétion, une grande coalition dirigée par le SPD. Ces résultats confirmaient la stabilité des Länder et la capacité des partis à s'entendre entre eux pour former les coalitions les plus diverses<sup>17</sup>.

13. Sur le positionnement des Jusos, voir <https://www.zdf.de/nachrichten/heute/spd-hadert-mit-regierungsbildung-petition-10-000-jusos-gegen-groko-100.html> et <https://www.zdf.de/nachrichten/zdf-morgenmagazin/kevin-kuehnert-im-topthema-100.html>.

14. Cf. <https://www.zdf.de/nachrichten/heute/moegliche-neue-groko-dreyer-sieht-keine-spd-mehrheit-100.html>.

15. Cf. <https://www.merkur.de/politik/angela-merkel-jeder-dritte-deutsche-will-ihren-vorzeitigen-ruecktritt-zr-8751738.html>. Sur la démission de K. Adenauer voir : [https://www.das-parlament.de/2013/42\\_43/Kehrseite/47416993/324982](https://www.das-parlament.de/2013/42_43/Kehrseite/47416993/324982).

16. Voir tous les sondages sur <https://www.wahlrecht.de/umfragen/>.

17. H. Ménudier analysera dans le prochain numéro de la revue les élections de Basse-Saxe. Les résultats bruts de ce scrutin sont accessibles sur <https://www.landeswahlleiter.niedersachsen.de/wahlen/landtagswahl/wahl-zum-18-niedersaechsischen-landtag-147970.html>.

À se focaliser sur la crise politique que traverse le pays, on en oublierait presque que celui-ci continue malgré tout d'être gouverné par un gouvernement intérimaire, mais surtout que l'Allemagne jouit, malgré une tendance à la précarisation et à l'augmentation de la pauvreté<sup>18</sup>, d'une situation économique enviable : près de 2 % de croissance en 2017<sup>19</sup>, taux de chômage de 5,3 % en novembre 2017 (4,9 % à l'ouest, 7 % à l'est)<sup>20</sup> pour 44,62 millions d'emplois<sup>21</sup>, le chiffre le plus élevé depuis l'unification. C'est pourquoi le dossier que nous présentons dans les pages qui suivent présente, avant d'analyser le paysage

politique, parti par parti, un bilan aussi précis et nuancé que possible du mandat échu de la grande coalition dirigée par Angela Merkel. Nous reviendrons dans notre prochain numéro sur la sociologie électorale que révèlent les élections du 24 septembre et sur le positionnement des Verts après la rupture des pourparlers sur une coalition aux couleurs de la Jamaïque. Et nous ferons bien évidemment également, autant que faire se peut, le point dans nos prochains numéros sur la recherche d'une sortie de crise et l'évolution du paysage politique en Allemagne.

– Jérôme VAILLANT –

- 
18. 12,8% de pauvres en Allemagne disposant de moins de 1 064 € par mois. Cf. <http://www.spiegel.de/wirtschaft/soziales/armut-in-deutschland-und-europa-die-vermessung-von-not-und-mangel-a-1176890.html>.
19. Cf. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/74644/umfrage/prognose-zur-entwicklung-des-bip-in-deutschland/>.
20. Cf. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/36651/umfrage/arbeitslosenquote-in-deutschland-nach-bundeslaendern/>.
21. Chiffre d'octobre 2017. Cf. <https://de.statista.com/statistik/daten/studie/74428/umfrage/anzahl-der-erwerbstaetigen-mit-wohnort-in-deutschland/>.